



LA TRIBUNE DES EMPLOYÉS

ABONNEMENT

PARIS... { 3 mois... 2 fr.
6 mois... 5

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

ABONNEMENT

DÉP. { 3 mois... 2 fr. 50
6 mois... 6

On s'abonne à tous les Bureaux de Messageries.

Tout ce qui concerne la Tribune des Employés doit être adressé au Gérant, rue des Martyrs, 60 (FRANCO).

Le bureau du Journal est ouvert les Lundis, Mardis et Vendredis, de 6 à 8 heures du soir.

Aidez-nous.

Qu'il soit permis aux Employés associés pour fonder la Tribune de constater, avec une légitime satisfaction, les encouragements qu'on leur adresse de près comme de loin.

Qu'on ne s'y méprenne pas toutefois, il ne faut rien moins que des sympathies actives pour empêcher l'œuvre de rester onéreuse à ceux qui l'ont entreprise.

Nous prions tous nos camarades de se le bien rappeler, et d'engager leurs amis à nous soutenir, s'ils veulent que l'organe institué pour la défense commune se consolide et atteigne le but honorable que nous nous sommes proposé.

« Puisque tel est votre but, Messieurs, je vous prie de me compter parmi les vôtres, et d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

« CH. SEGAUD,

« Caissier teneur de livres, chez M. Boucher et Cie, »
Paris, 10 avril.

M. Lambert, commis de roulage, nous apprend qu'à la suite de la réunion dont nous avons parlé, MM. ses collègues et lui ont voté l'offre à la République d'une journée de leurs appointements, et que la somme, s'élevant à 1,800 francs, a été remise au citoyen Saint-Hilaire, qui, au nom du Gouvernement provisoire, a prononcé les remerciements d'usage.

Correspondance.

Voici l'une des nombreuses lettres que nous avons reçues dans le cours de la semaine:

« A Messieurs les Gérants de la Tribune.

« Messieurs,

« Je viens prendre à votre Journal un abonnement illimité, payable tous les six mois, si, comme je l'espère, cette feuille remplit bien le but qu'elle se propose dans son programme et son premier numéro.

« Nous avons fondé une République de citoyens libres et égaux, qui doivent être unis entre eux par les liens de la fraternité. C'est ainsi que j'entends le symbole inscrit sur les monuments et sur les drapeaux de la France.

« Je crois, comme vous, qu'il est de la plus haute utilité que les diverses professions, chacune dans sa sphère, s'unissent avec un esprit fraternel, soit pour fonder des journaux, soit pour établir des réunions où leurs intérêts puissent librement être débattus, où leurs besoins puissent se faire sentir, où l'on s'efforce de soulager leurs misères, sinon de les guérir.

Par un décret récent, le Gouvernement provisoire a frappé d'une retenue progressive les traitements des salariés de l'État.

Cette mesure est juste, car les serviteurs de la République doivent aux autres citoyens l'exemple du dévouement à la patrie. Mais n'est-il pas à craindre que, dans l'exécution, ce décret n'atteigne que les emplois inférieurs des administrations? On peut être certain que les hauts fonctionnaires profiteront des réorganisations qui s'élaborent pour faire augmenter le chiffre actuel de leurs gros traitements dans une proportion au moins équivalente à celle de la retenue qu'ils auront à subir.

En vent-on un exemple? Au ministère de la marine, MM. Marec et Mestro se sont emparés de deux places de directeurs devenues vacantes, et ils n'ont pas manqué de se colloquer le scandaleux traitement de vingt mille francs dont jouissaient leurs rapaces prédécesseurs. MM. Marec et Mestro recevaient chacun 10,000 fr. On voit que, tout en subissant la retenue, ils auront encore quatre ou cinq mille francs de bénéfice. Les pauvres hommes!!!

(La Liberté.)

ÉTUDES ADMINISTRATIVES.

LE SECRÉTAIRE DE MAIRIE.

L'Employé est un être complexe et multiforme. Pour tracer de lui un portrait ressemblant, il faut renoncer à faire un dessin d'ensemble et s'attacher seulement à saisir au passage un des mille aspects sous lesquels le modèle s'offre à nos yeux. Quels points de repère établir entre le chef de division à dix ou douze mille francs de traitement, qui trône dans son fauteuil de cuir et reçoit d'un air à la fois hautain et ennuyé (je parle de l'ancien régime d'hier) les nombreux solliciteurs plus ennuyés encore d'une longue attente à l'antichambre, et le pauvre diable à six ou huit cents francs, qui, par tous les temps du bon Dieu, est obligé de quitter son corps de garde hospitalier pour aller transpercer à coups de sonde la moindre charrette de fumier ou autres ingrédients passant sur la route ? Ils sont employés tous deux, cependant ; mais il y a fagots et fagots. Je ne dis pas que, physiquement parlant, le premier soit nécessairement plus beau, plus fort, mieux fait que l'autre ; je ne dis pas même que sous les rapports moraux... mais enfin, ce n'est pas la même chose ; c'est ce que je tiens à constater pour motiver le choix que je fais aujourd'hui, pour mes études, d'un personnage intermédiaire placé ni trop haut, ni trop bas, dans la hiérarchie administrative.

Toute ville de quelque importance a des centimes additionnels, un octroi, des propriétés, un budget de recettes, des travaux publics, des pavés, une voirie, des établissements d'instruction, une garde nationale, des pauvres, un budget de dépenses ; donc elle a des bureaux, et ces bureaux ont un chef suprême qu'on appelle secrétaire de la mairie. Assez généralement cet employé est un homme capable, et il faut bien qu'il en soit ainsi, car c'est sur lui que repose tout le mécanisme de l'administration. Le maire est l'homme officiel ; il doit son titre, le plus souvent, à une position de fortune, à des influences de famille qui en font un personnage important dans la localité ; mais on n'exige pas qu'il soit un travailleur. En effet, cela n'est pas nécessaire. Si une affaire exige un peu d'étude, il se fait faire un rapport ; puis il juge *grosso modo* en compagnie de ses adjoints. S'il a vraiment l'esprit d'administration, c'est lui qui d'un mot inspire le secrétaire, et celui-ci n'est que le rédacteur des idées qu'on lui donne ; mais quelquefois aussi le magistrat municipal sert d'éditeur responsable aux œuvres de son scribe, qui gouverne de fait sans en avoir l'honneur.

Un secrétaire de mairie est rarement un person-nage politique ; c'est pour cela qu'il survit aux changements, aux vicissitudes, aux révolutions qui agitent les régions supérieures. Quand une administration toute neuve arrive au pouvoir, elle a besoin d'un homme pratique habitué à faire mou-voir des rouages inconnus pour elle. C'est alors que le secrétaire grandit et que de nécessaire il devient indispensable. Il faut voir comme on le dérange, comme on le harcèle à tout propos et pour la moindre bagatelle. Ce n'est pas seulement au maire et aux adjoints qu'il doit apprendre leurs rôles ; chaque conseiller municipal vient à son tour lui demander des renseignements pour se former une opinion sur les questions à l'ordre du jour. Ce sont encore les plus raisonnables à con-tenter. Mais quand par malheur il se trouve parmi les élus de la cité de ces esprits systématiques qui ne partagent aucune idée admise, et qui croient faire toujours mieux en faisant autre chose, le pauvre secrétaire, qui est l'homme pratique par excellence, devient un souffre-douleurs en butte aux observations saugrenues, aux maximes para-doxales, aux imputations de mauvais vouloir, quand il ne parvient pas à exécuter des mesures inexé-cutables. Qu'un conseiller municipal rêve, la nuit, une innovation plus ou moins heureuse, à peine le jour a-t-il paru, qu'il court chez le secrétaire, ne lui laisse pas le temps de faire sa barbe et d'en donner l'étréne à sa femme (règle générale, les secrétaires municipaux sont d'excellents maris), et lui expose longuement son idée et les circonstances qui donnent à cette idée un mérite incontestable ; puis il ajoute : « Vous comprenez bien, mon cher, « tout cela est clair comme le jour ; arrangez-moi « là-dessus une proposition, un projet que je pré-« senterai au conseil. — Mais, monsieur, il me « semble que... — Il vous semble ? — Que votre idée « aurait besoin d'être mûrie. — Comment mûrie ! « mais elle est très-mûre assurément ; je n'ai pas « songé à autre chose depuis hier. — J'entrevois « aussi dans les détails des obstacles qui... — Les dé-« tails ! mais c'est votre affaire, c'est votre besogne, « mon cher ; il serait plaisant qu'après nous être « donné la peine de concevoir, nous dussions en-« core entrer dans les *détails* réglementaires ! Cha-« cun sa spécialité, chacun sa sphère. Napoléon « n'entrait jamais dans les détails. Je ne dis pas « cela pour vous humilier, mon cher ami ; mais le « génie invente, et il en reste là ; il y a des gens « payés pour s'occuper des *détails*. »

Le secrétaire ronge sa plume et se tait, car il n'est pas inamovible, et son traitement constitue son unique ressource.

En disant cela, j'entends faire l'éloge du secré-taire de mairie, car nul n'a plus que lui l'occasion

et la facilité de se prêter à ces transactions honteuses dont nous avons eu de si éclatants exemples dans les derniers jours de la monarchie qui vient de finir. Fournitures, travaux, règlements de compte, tout lui passe par les mains; alors même qu'il y a adjudication publique, il est si facile d'introduire dans un cahier de charges une toute petite clause qui éloigne les concurrents! Ensuite, quand il est bien et dûment constaté que l'adjudication n'a eu aucun résultat, on révisé le cahier, ou bien on fait exécuter par économie, le tout en faveur de quelque entrepreneur privilégié qui sait mettre en pratique la théorie du pot-de-vin.

Cela peut se faire, cela s'est fait quelquefois; mais, je le dis avec sincérité, j'ai connu beaucoup de secrétaires de mairie, et pas un de ceux que j'ai connus ne prêtait la main à de pareilles friponneries.

Il est une autre catégorie de secrétaires qui, par position, échappe tout naturellement aux tentations du mal que je viens de signaler, c'est celle des scribes de petites communes rurales, vulgairement appelés *greffiers* ou *magisters*. Ces communes n'ont pas d'octroi. Si elles possèdent quelques biens, ce sont trop souvent des terres incultes sur lesquelles les habitants ont un droit de parcours. Le maire est un bon campagnard, plus instruit que les autres, car il sait signer son nom au bas des actes de l'état-civil, que le secrétaire rédige tant bien que mal, plus souvent mal que bien, malgré les formules imprimées. Il n'est pas rare de voir constater dans ces actes la naissance d'un enfant du sexe féminin, qui plus tard se trouve être un garçon échappant au service militaire, si la notoriété publique ne fait pas rectifier l'erreur du registre. J'ai connu un brave commerçant qui s'appelait *Adélaïde*, parce que l'on s'était ainsi trompé lors de son baptême. Du reste, ces sortes d'erreurs sont plutôt le fait des parents que des employés de l'état-civil, qui ne s'assurent jamais de *visu* du sexe de l'enfant qu'on leur présente. C'est un vice de pratique que je signalerai quelque jour à qui de droit... quand j'en aurai le temps.

Dans les communes dont je viens de parler, le secrétaire de mairie unit à ses fonctions celles de maître d'école, de sacristain et de chantre à l'église. C'est donc un cunulard; mais tous ses profits réunis (car de traitement il n'en a guère), lui donnent à peine de quoi manger des pommes de terre et porter des sabots pour épargner l'unique paire de souliers qu'il réserve pour les grandes cérémonies. On doit, depuis fort longtemps, organiser l'instruction primaire; il faut espérer qu'on assurera à l'instituteur du village des moyens d'existence suffisants pour qu'il se renferme dans ses fonctions et qu'il y consacre toute son intelligence;

mais alors il sera bon aussi de donner un traitement fixe aux secrétaires de mairie qui n'en ont pas, si l'on veut éviter que cet emploi honorable ne tombe entre les mains de ceux-là seulement qui n'auront pas assez de courage pour gagner leur vie en exerçant un métier.

BRUN LAVAINNE.

On écrit de l'intérieur des bureaux de l'ancienne préfecture de la Seine :

« Une nouvelle organisation a réduit à quatre le nombre des divisions de la mairie de Paris. On en comptait sept avant le nouvel ordre de choses. Presque tous les employés, chefs de division, de bureau, commis principaux, simples commis, qui pouvaient être admis à la retraite, ont été remerciés. Cette mesure est juste et ne peut donner lieu à aucune réclamation.

« Il n'en est pas de même de celle qui a frappé un assez grand nombre d'employés de divers grades. Une sorte de *razzia* a été opérée parmi eux, sans aucune distinction de droits acquis par le temps, le travail et l'intelligence. Les uns ont été privés de leurs titres, qu'on a dévolus arbitrairement à ceux-là même qui n'avaient aucun droit à cet avancement prématuré; les autres ont perdu une portion de leur traitement, et cependant rien, n'est moins équitable que de donner à une loi, à un arrêté, un effet rétroactif.

« Le citoyen maire, en raison des immenses travaux dont il est chargé, n'a pu donner sans doute qu'une attention secondaire à la réorganisation de ses bureaux. Tout s'est fait par l'intermédiaire de quelques chefs, qui n'ont oublié, dans la répartition des grades et des traitements les plus élevés, ni eux, ni leurs parents, ni leurs amis. Ils ont, il faut le dire, interprété le mot *fraternité* au profit du népotisme.

« Quand M. Marrast pourra se faire rendre un compte plus explicite des mesures dont il s'agit, il est permis de croire que son esprit droit, essentiellement juste, les modifiera. »

FAITS DIVERS.

Par arrêté du ministre de l'intérieur, la 6^e division du ministère de l'intérieur, comprise sous le nom général de division des beaux-arts, est partagée en trois directions distinctes et indépendantes l'une de l'autre, savoir :

1^o Direction des musées nationaux, comprenant tout ce qui se rapporte au service, à la direction

et à la conservation des musées dépendant de l'ex-liste civile, des anciennes résidences royales et de l'ancienne direction des beaux-arts ;

2° Direction des beaux-arts, comprenant tout ce qui a rapport à l'art actuel, aux travaux, récompenses, encouragements et secours aux artistes, aux expositions de peinture, sculpture, architecture et gravure, aux fêtes publiques et à la direction du conservatoire de musique et de déclamation, et à celle de l'école des beaux-arts, enfin à la surveillance des monuments historiques ;

3° Direction de la librairie, de la littérature et des théâtres, comprenant tout ce qui a rapport à l'art dramatique, à la direction morale des théâtres, au développement de l'industrie des éditeurs-libraires et imprimeurs, aux encouragements à la littérature et à tous les travaux qui concernent l'art de penser et d'écrire.

— Les délégués administrateurs des omnibus spéciaux des chemins de fer du Nord et d'Orléans sont venus offrir au Gouvernement provisoire, à titre de don patriotique, une somme de 1,460 francs 60 centimes, savoir : les administrateurs des omnibus du Nord, une journée de recette, 556 francs ; les employés, 271 francs 75 centimes : total, 627 francs 75 centimes ; — les entrepreneurs des omnibus d'Orléans, 357 francs 20 centimes ; les employés, 195 francs 65 centimes : total, 552 francs 85 centimes.

— Tous les employés de l'administration de la Légion d'honneur ont décidé qu'indépendamment d'une première collecte faite entre eux pour les blessés de Février, et déposée à la mairie du 40, arrondissement, ils allaient offrir au Gouvernement provisoire le montant d'une journée de leurs appointements.

— Les agents-voyers du département du Finistère abandonnent une journée de leur traitement par mois.

— M. Brulfert, employé au chemin de fer de Rouen, vient d'être nommé lieutenant en premier dans la 2^e légion.

— M. Eisser, employé comptable, est nommé lieutenant dans la garde nationale de la Chapelle, et proposé comme adjudant. C'est un ancien militaire.

— On s'occupe activement au ministère des finances d'apporter dans les dépenses du personnel toutes les réductions compatibles avec la bonne exécution des services. L'examen du ministre devait porter et a porté d'abord sur les emplois supérieurs : les titres de directeurs généraux et d'administrateurs ont disparu, et ont été remplacés par ceux de directeurs d'administration et de sous-

directeurs. Il a été reconnu possible de supprimer trois directions, qui ont été réunies à d'autres directions ; onze emplois de sous-directions ont été supprimés dans les anciennes directions générales, savoir :

- Un aux douanes ;
- Un à l'enregistrement et aux domaines ;
- Un aux contributions directes ;
- Deux aux contributions indirectes ;
- Deux aux tabacs ;
- Deux aux forêts ;
- Et deux aux postes.

Ces réductions, dans les fonctions supérieures de l'administration centrale, ont produit une économie de 192,000 fr. On procède en outre, en ce moment, à la révision des attributions de chaque direction : les rouages sont simplifiés, les emplois inutiles supprimés, et les dépenses ramenées au chiffre qu'elles n'auraient jamais dû dépasser. Le même travail a lieu pour le personnel extérieur.

Cette série de mesures vient d'être complétée par des retenues sur les appointements. Des offres d'une journée de leur traitement avaient été faites par les employés des finances ; mais le sacrifice qui leur est demandé étant plus considérable, il n'a pas été donné suite à cette proposition.

— On lit dans *la Liberté* :

« Un abus qu'il faut réprimer, sans aucun doute, est l'intrusion des gens déjà riches aux emplois du gouvernement. Nous connaissons des propriétaires, des rentiers, qui ont conservé dans les ministères les places qu'ils occupaient sous l'ancien régime. Les places du gouvernement appartiennent de droit aux capacités indigentes, à l'exclusion des riches incapables, qui n'y ont aucun droit, et de préférence aux riches intelligents, qui n'y ont juste que la moitié des droits des pauvres intelligents. »

— Un vétéran de la presse progressive, M. Jacques Coste, fondateur du *Temps*, promet à l'un des journaux les plus estimés de Paris le concours de sa plume. Cet écrivain se propose d'examiner prochainement la question suivante :

« Comment on pourrait hâter l'émancipation progressive des classes ouvrières par une dotation qui mettrait un capital à la disposition de tout ouvrier ou employé méritant, afin de développer incessamment le principe d'égalité. »

— Une somme de 215 fr. 80 cent. montant d'une journée des appointements de tout le personnel de l'administration des Archives, vient d'être versée à la mairie comme don patriotique, par les soins de M. Letronne, garde général.

— Par arrêté du ministre des finances du 5 de

ce mois, la direction des tabacs est réunie à la direction des contributions indirectes.

La direction du contentieux est réunie au secrétariat général.

Le service du payeur central est réuni au service du caissier central. Ce dernier prendra le titre de caissier payeur-central.

Les administrateurs des anciennes directions générales reprendront le titre de sous-directeurs.

— La lettre suivante vient d'être adressée aux membres de la commission centrale des dons et offrandes à la patrie :

« Citoyens, le gouvernement provisoire, le secrétaire général et les ministres vous prient de vouloir bien les inscrire pour 15,000 fr. dans la première liste des donateurs.

« Salut et fraternité. »

— Le gouvernement provisoire,

Considérant que les nécessités impérieuses qui pèsent sur la République imposent à tous les citoyens le devoir des sacrifices ;

Considérant que les serviteurs de l'État doivent aux autres citoyens l'exemple du dévouement à la patrie ;

Sur la proposition du ministre des finances,

Décède :

ART. 1^{er}. A compter du 1^{er} avril jusqu'au 31 décembre de la présente année, tous traitements, appointements, salaires, pensions et dotations, payés sur les fonds du budget de l'État, et toutes remises accordées sur les sommes reçues ou payées pour le compte de l'État, seront assujettis à une retenue proportionnelle, conformément au tarif ci-après :

SÉRIE	CLASSE	CENTIMES
des classes.	des traitements.	de retenue.
1	de 2,001 à 2,500	4
2	de 2,501 à 3,000	5
3	de 3,001 à 4,000	8
4	de 4,001 à 5,000	10
5	de 5,001 à 6,000	12
6	de 6,001 à 7,000	15
7	de 7,001 à 8,000	15
8	de 8,001 à 9,000	16
9	de 9,001 à 10,000	18
10	de 10,001 à 15,000	20
11	de 15,001 à 18,000	25
12	de 18,001 à 20,000	25
13	de 20,001 à 25,000	28
14	de 25,001 et au dessus	30

ART. 2. La présente disposition n'est point applicable aux armées actives de terre et de mer jusqu'au grade de chef de bataillon et de capitaine de corvette, et grades correspondant exclu-

sivement, ni aux traitements, pensions et dotations au-dessous de 2,000 fr.

ART. 5. Les retenues faites sur les traitements militaires pour les caisses des invalides de terre et de la marine, sont comprises dans celles qui ont été fixées par l'article précédent.

Des Petits Fonctionnaires.

On s'est beaucoup occupé, dans ces derniers temps, des places vacantes par démission ou par retrait d'emploi. Les sincères républicains ont signalé beaucoup de mauvaises nominations, et ils se sont affligés, comme nous le faisons encore, de la création tout à fait inopportune de nouveaux fonctionnaires. On s'occupe de régler l'organisation du travail de l'ouvrier ; mais peu d'écrivains dans la presse ont songé aux employés inférieurs des diverses administrations.

Pourquoi les a-t-on ainsi négligés jusqu'à ce jour ? Pourquoi ne s'est-on pas occupé de leur sort ? Parce qu'on les considérait, sans doute, comme des machines dociles et flexibles. C'est par cette raison qu'on ne les a jamais admis à aucune délibération, qu'on ne les a jamais appelés à aucun conseil. Isolés, ils restaient sans force, et il était facile de les opprimer.

Cet état de choses doit cesser. Après la grande et pure révolution de 1848, il faut que chacun recueille le fruit de son œuvre : la République ne permettra plus à de nouveaux venus d'usurper les places supérieures, et chacun sera libre d'y parvenir par l'intelligence et le travail.

Qu'a-t-on fait jusqu'à présent ? Un célèbre publiciste a dit : « On s'est jeté avidement sur toutes les positions, sur toutes les places auxquelles on aurait dû s'abstenir de toucher, afin que l'Europe et la France vissent bien que ce n'étaient pas des ambitions, mais des principes qui avaient triomphé. »

En agissant ainsi, on a montré qu'on avait peur de certains hommes, et l'on s'est fait ainsi autant d'ennemis de ceux qui auraient pu devenir des alliés.

Si l'on voulait absolument destituer, il ne fallait s'attaquer qu'aux *gangrenés*. Sans doute il est bon de considérer l'opinion ; mais il faut, avant tout, des hommes qui connaissent l'administration. Il eût donc été sage de n'admettre que très rarement un fonctionnaire étranger dans les grades élevés. Tout nouveau venu doit faire son apprentissage dans les postes inférieurs. C'est la meilleure manière de consacrer le principe d'égalité.

Pourquoi, sous un gouvernement républicain,

les fonctionnaires civils ne seraient-ils pas aussi bien traités que les fonctionnaires militaires? Nommerez-vous tout d'abord un capitaine, un commandant, un colonel, sans qu'ils aient passé par les grades inférieurs? Non. Eh bien! il ne saurait en être autrement dans l'administration civile; sans cela, vous seriez bientôt obligés de révoquer, à cause de leur incapacité ou de leur indignité, des fonctionnaires dont la présence est un scandale et un empêchement. Il en est temps encore. Annoncez par un décret l'abaissement du traitement de certaines fonctions beaucoup trop rétribuées : ceux qui les rempliront n'auront pas moins de considération et d'estime que par le passé. Supprimez un grand nombre de places inutiles; empêchez le cumul; encouragez les services des petits employés en élevant graduellement leurs traitements, et vous aurez une administration civile heureuse de servir la République.

Si vous suivez cette marche, si vous proclamez l'égalité, en exigeant le passage de tous les fonctionnaires par les emplois inférieurs, vous montrerez que vous voulez éloigner les solliciteurs et repousser les ambitions. Chacun sera fier alors d'être au service de l'État. On ne prendra plus les places d'assaut par l'intrigue et la faveur. On voudra se créer des titres réels à l'avancement. On n'usurpera plus les emplois, on cherchera à les mériter.

(La Liberté.)

Publications.

M. Bobin, employé, a publié, la semaine passée, une brochure dont nous avons déjà parlé. Elle a pour objet un *Plan complet d'organisation et d'administration du Travail et des Travailleurs*, et demande une révolution administrative.

Disons tout d'abord que cette exigence, si elle n'est pas immédiatement et complètement susceptible de satisfaction, prouve au moins que l'auteur, nourri dans le sérail, en connaît les arcanes, et que, voulant la fin, il a dû en indiquer les moyens.

Nous ne suivrons pas M. Bobin dans tous les développements de sa pensée; mais un examen général de l'écrit en question nous a paru déceler chez l'auteur une tendance vers l'organisation militaire.

« Ce que je veux, dit-il, c'est faire de l'industrie, du commerce et de l'agriculture UNE ARMÉE de travailleurs, sans gêner personne, sans déranger les positions acquises, sans nuire au maître au profit de l'ouvrier, sans contrarier les transactions

commerciales et les opérations de banques actuelles.

« Ce que je veux, c'est que les uns vivent de leurs directions, les autres de leurs spéculations, les uns de leurs capitaux, les autres de leurs produits et de leurs travaux, au sein d'une hiérarchie administrative, d'une association large et grandiose de travailleurs, de commerçants et de manufacturiers, se tenant comme des officiers dans un régiment, et comme des établissements militaires entre eux. »

Établissant l'organisation hiérarchique du travail par une révolution administrative, M. Bobin développe le principe du gouvernement républicain, et arrive naturellement au plan du cadre d'une administration centrale quelconque, où les traitements varieraient (dans sa pensée) de deux à quatre mille francs pour les commis, et de cinq à six mille pour les chefs. Voici comment il le formule :

« Chaque ministère a ses bureaux, dans lesquels la hiérarchie doit être, autant que possible, uniforme et rigoureusement observée; ainsi, après les ministres viennent leurs sous-délégués, qui signent, sous la responsabilité des premiers, une partie des affaires courantes. Ces fonctionnaires sont :

Les secrétaires généraux, un par chaque ministère.

Les directeurs spéciaux, dont le nombre est illimité.

Ce nombre varie dans chaque administration ministérielle, suivant les subdivisions bien tranchées qui en ressortent, telles, par exemple, au département des finances, que :

Les forêts ;

Les domaines ;

Les tabacs ;

Les postes, etc...

Au département de l'instruction publique :

Les lycées communaux et nationaux ;

L'enseignement primaire, etc., etc.

Les attributions de ces directions générales sont également sous-divisées, et se répartissent en descendant successivement l'échelle hiérarchique, en bureaux, comprenant :

Les chefs ;

Des commis chargés de détails, rédacteurs de première, de deuxième et de troisième classe ;

Des commis vérificateurs et teneurs de livres de première, de deuxième et de troisième classe ;

Des commis d'ordre ;

Des commis expéditionnaires ou copistes ;

Des garçons de bureau, hommes de service, etc.

On remarquera, sans doute, que nous nous sommes abstenus, dans cette énumération, de faire figurer les fonctions de sous-chef, qui nous ont

paru une création inutile, faite tout au plus pour satisfaire la vanité; les commis-rédacteurs pourront parfaitement, en cas de besoin, suppléer leurs chefs. »

Plus loin, développant les moyens qui, selon lui, doivent concourir à l'accomplissement de son projet patriotique, M. Bobin regarde comme indispensable la centralisation entre les mains du gouvernement, et la révision par lui, de tous les statuts et règlements des sociétés philanthropiques, de compagnonnage, etc., et la fusion de toutes ces associations, quelles qu'elles soient. Nous pensons, nous, que ce projet serait difficilement réalisable, et qu'il atteindrait mal le but, d'ailleurs fort louable, que l'on s'est proposé ici. Ajoutons, pour être tout à fait sincère, que les obligations tracées en dix paragraphes, et imposées au ministre de l'industrie et des travailleurs, nous paraissent dictées par un esprit observateur, et surtout animées des intentions le plus heureusement philanthropiques; mais que peut-être l'auteur ne s'est pas complètement rendu compte à lui-même des difficultés de détail et des impossibilités pratiques qu'entraînerait l'application de ce cadre de programme.

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui savent ce qu'il y a de mérite à concevoir une idée utile et à en développer le germe, sauront gré à M. Bobin d'avoir envisagé la solution d'un des plus grands problèmes sociaux, et d'être venu, sans prétentions, déposer entre les mains du gouvernement le tribut de ses méditations. C'est l'acte d'un bon citoyen.

« Si chacun de nous, dit l'auteur en terminant, dans les gouvernements passés, n'avait d'autre liberté que celle de l'isolement, la liberté de mourir de faim dans un grenier, sans consolations, sans secours et sans espérance; si toute ruine était irremédiable, toute plainte stérile, toute infirmité sans ressources, l'avenir républicain, en créant à tous des devoirs, donnera à tous une existence; il décrètera l'amour et la réciprocité. »

Puisse un rêve aussi généreux se réaliser! De toutes les classes qui souffraient, celle des Employés n'est pas la moins à plaindre.

Au Corsaire.

Corsaire, mon ami, qu'avez-vous donc fait de vos tromblons et de vos espingoles? Savez-vous bien qu'ils font long feu!

Et quoi! il vous a fallu dix-neuf jours de réflexions pour changer vos armes et tirer sur ces pauvres employés, parce qu'ils ont essayé de s'en-

tendre, eux aussi, sur les moyens de se protéger entr'eux et de s'entr'aider au besoin.

Quel mal y voyez-vous? Leur condition est-elle donc pire que celle des frotteurs et des marchands des quatre-saisons, qui ont eu leurs clubs et leurs réunions sans que personne y trouvât à redire?

N'eussent-ils délibéré que sur les moyens de repousser les attaques saugrenues dont ils sont aujourd'hui l'objet, assurément leur réunion aurait eu un but utile, et tenez pour certain qu'ils en auront d'autres mieux réglées et plus fructueuses; nous pouvons vous l'assurer.

Quant aux plaisanteries un peu lourdes que vous faites sur la légèreté des plumes et sur la bousille à l'encre, votre article aura du moins servi à prouver une chose: c'est qu'il n'est nullement besoin d'être employé pour écrire à la légère et avoir un style nébuleux.

Corsaire, mon ami, changez d'armes ou visez mieux. Votre feu ne porte pas.

GARDE NATIONALE. — Uniforme complet.

MM. les Employés d'administration qui veulent se faire habiller et équiper avec soin, et d'une manière peu onéreuse, sont priés de s'adresser à la maison Godillot et Isnard, 277, rue Saint-Denis, aux Bains-Saint-Sauveur.

Le vêtement, composé de la tunique, du pantalon, du col, des gants et du képy, coûte 80 fr. L'équipement, qui comprend la buffleterie, le shako, la plaque, le pompon et les épaulettes, 40 fr.: total 120 fr.

Le drap est cuir-laine croisé; la mesure est prise dans les bureaux. Le paiement s'effectue par à-compte mensuel de 15 fr.

(Voir aux annonces.)

ANNONCES.

Un Receveur à cheval, en résidence dans l'Ouest, voulant se rapprocher de sa famille, qui habite le Midi, propose une permutation à l'un de ses collègues.

— Un Employé qui peut disposer de quelque heures dans la soirée, désire tenir des écritures.

— On offre à un employé comptable un emploi de 1,800 fr. S'adresser au bureau de la Tribune.

L'un des Gérants: EL. BRUN.

Paris. — Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.

FABLE.

Au milieu de la tourmente qui précéda les glorieuses journées de Février, c'est-à-dire le 15 du même mois, alors que frémissaient les passions généreuses si obstinément comprimées, un de nos

amis, qui rimerait dans le cratère d'un volcan, nous communiqua l'apologue prophétique que l'on va lire, et dont il ne croyait pas l'accomplissement si prochain.

Un malade gisait sur son lit de douleurs;
Au mal qui l'oppressait voulant un prompt remède,
Il prit six médecins de diverses couleurs.
Chacun d'eux s'empressa de venir à son aide.
Il fallait commencer par constater le mal;
Le conseil fut d'accord sur ce point capital.
De la corruption l'effet était visible:
La gangrène arrivait, et son aspect terrible
Ne présageait que trop un dénouement fatal.
Nos docteurs, tous experts sur le diagnostique,
Firent, l'un après l'autre, un discours magnifique,
Et jamais on ne vit, chez dame Faculté,

Plus complète unanimité.

Amputer était nécessaire;

Mais jusqu'où l'opération

Devait-elle porter pour être salutaire?

C'était là la question.

Le premier médecin, à l'air doux et candide,

Se contentait du petit doigt.

Le second était moins timide:

De couper le poignet il réclamait le droit.

Mon avis, reprit le troisième,

Est d'aller jusqu'au coude, et c'est le vrai moyen.

Non pas, s'écrie un quatrième:

Faire trop peu, c'est pis que rien;

Il faut le bras entier pour sauver le malade

Le cinquième, à son tour, demande les deux bras.

Le sixième, trouvant ce remède assez fade,

Déclare nettement qu'il ne l'approuve pas.

« Le péril est pressant, dit-il, je le répète;

« Un remède énergique est ici de saison;

« Voulez-vous du sujet l'entière guérison?

« Sans marchander, qu'on lui coupe la tête. »

A ces mots, notre moribond,

Hors du lit s'élançant d'un bond,

Exploita de si belle sorte,

Qu'il mit les docteurs à la porte.

Lecteur, jugez s'il n'eût pas un grand tort:

Contre tous médecins, sa colère implacable,

L'empêchant de choisir un parti raisonnable,

Le lendemain il était mort!

HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE GARDE NATIONAL.

F. GODILLOT ET ISNARD, 177, rue Saint-Denis (Bains-Saint-Sauveur).

Chaque vêtement sera fait sur mesure, qui sera prise dans les bureaux de l'administration, pour ne pas déranger Messieurs les Employés.

LES PRIX SONT BASÉS COMME SUIT :

VÊTEMENT : Tunique et Pantalon (cuir-laine croisé) Col, Gants et Képy.....	80 fr. »
ÉQUIPEMENT : Bufileterie, Shako (avec plaque et pompon) Épaulettes.....	40 »
TOTAL.....	120 fr. »

Pour le paiement, chacun de Messieurs les Employés s'engagera à une retenue de 15 fr. par mois sur les appointements entre les mains du caissier de l'administration, et dans le cas où il viendrait à quitter, à y laisser le complément du prix.